

Norbert Fournier, gardien de la paix au 5e arrondissement : "Mon point de vue personnel sur l'Occupation et la Libération"

En juin 1940, Norbert Fournier était gardien de la paix au commissariat du 5ème arrondissement. Il a très mal vécu la débâcle et l'occupation allemande. Entré dans la Résistance dès 1941, il a noté au jour le jour ses réflexions. Son journal, qu'il a fini de rédiger le 2 octobre 1944, raconte la vie d'un homme qui a tout simplement (et ce n'était pas si facile) fait son devoir pendant les jours sombres de l'Occupation et les journées glorieuses de la Libération.

Norbert Fournier ne prétend pas être héros mais son témoignage, qu'il a intitulé "Point de vue personnel sur l'Occupation et la Libération" a, aujourd'hui, valeur de document. Nous en publions de très larges extraits.

13 Juin 1940

Depuis deux jours déjà, passaient sur le boulevard Saint-Michel, les débris de l'armée française se dirigeant où ?...

Après une nuit où dans Paris désert l'on conseillait aux derniers civils fuyant la capitale de retourner chez eux, afin d'éviter leur massacre sur les routes, l'ordre nous parvint le matin de ne rentrer chez nous que sur commandement. Que se passait-il ? Toute la nuit nous avons entendu parler de discussions qui avaient lieu à l'Hôtel de Ville, ayant trait à l'entrée des Allemands dans Paris. Nous avons peine à y croire ; cependant, vers sept heures, alors que nous discutons quelques-uns devant la porte du Central, nous vîmes traverser la rue Soufflot un side-car et deux voitures occupées par des soldats allemands qui se rendaient à l'hôpital du Val-de-Grâce. "Ils étaient là" (....)

La liberté de pensée, celles de la presse, de l'individu, de l'opinion furent sacrifiées, dès les premiers jours. Tout ceux qui ne pensaient pas "nazi" étaient arrêtés, même sur dénonciation, et emprisonnés. La presse en entier, "le Matin" en tête, passa du côté de l'occupant. Le recrutement des hommes valides commença, en vue de travailler pour l'Allemagne, et les premiers départs outre-Rhin furent organisés.

Tous ceux qui critiquaient ces méthodes ou le gouvernement pro-nazi de Vichy devaient se méfier du lieu où ils se trouvaient, car les mouchards étaient partout, et arrêtaient ou faisaient arrêter ceux qu'ils nommaient les délateurs. La question de la race survint. Ceux qui étaient "juifs" ou qui avaient des ascendants juifs furent obligés de porter une étoile de David jaune avec le mot "JUIF" inscrit en noir.

C'est une chose pénible, mais qu'il faut bien admettre, sans le concours de policiers, les Allemands n'auraient jamais pu arriver à leurs tristes fins. Comment s'y prirent-ils ? C'est bien simple. Le Préfet de Police, d'abord Monsieur Langeron, ne resta que peu de temps à notre tête, après l'arrivée des Allemands. Ceux-ci l'évincèrent, le mirent en liberté surveillée.(....)

Au Préfet Langeron, succéda : l'amiral Bard, et à celui-ci le Préfet Bussières. Hennequin fut nommé Directeur Général de la police municipale. Toutes ces nominations furent faites par Vichy (bras droit des Allemands) et furent acceptées par ceux-ci, bien entendu. Alors furent créés aux services des Renseignements Généraux et dans les districts, des brigades spéciales chargées de chasser, dans Paris et sa banlieue, les terroristes. Il faut voir dans cette appellation tous ceux qui luttèrent contre l'envahisseur.

Ces brigades étaient formées, surtout aux R.G., de gens sans aucun scrupule, véritables brutes, plus dangereux que les Allemands eux-mêmes.

Les B.S. de district se tinrent plus dans la légalité dans leur ensemble, bien que certaines se livrèrent à de sales besognes. A ces brigades spéciales furent adjoints des gardiens en civil qui eux aussi ont de vilaines choses à se reprocher.(...)

Résistance

Les générations futures ne comprendront sûrement pas toute la portée de ce mot, ni ce qu'il représente actuellement pour nous. Pour ceux qui en firent partie, il représente d'abord la lutte, librement choisie, puis, il faut l'avouer, un peu de fierté, lorsque par instants, on replonge dans le passé.

Aussitôt après l'entrée des Allemands à Paris, quelques hommes prirent ouvertement parti contre eux, mais sans aucune organisation, agissant isolément et sans résultat appréciable. Ce n'est qu'au milieu de 1941 que la résistance réelle et gênante pour l'ennemi vit le jour. Déjà, ceux qui luttèrent depuis 1940 avaient rencontré d'autres hommes, isolés eux aussi, et qui s'étaient joints aux premiers, mais sans commandement. Des officiers, sortant de l'ombre où ils se cachaient, organisèrent les groupes. Dans ceux-ci un chef de groupe responsable fut désigné, il n'avait sous ses ordres que cinq hommes, six au plus. Personne ne se connaissait en dehors du groupe, et chacun devait effectuer la besogne qui lui était désignée.

A mon groupe, nous eûmes ainsi comme mission au mois de février 1944, de surveiller les allées et venues d'un sujet suisse nommé Suter, mouchard de la Gestapo, installé cafetier rue des Grands Degrés. En tenue, nous y allions à tour de rôle : Lepinat, Mottot, Cantraine, Omnes et moi, afin de prendre un verre de vin. Le cochon nous remettait sa tournée en nous contant ses derniers exploits, voyez par là arrestation et fusillade d'un compatriote. Les renseignements recueillis étaient transmis à qui de droit, et vers la fin de février, après avoir signalé que l'oiseau était envolé à Lagny où il possédait un pavillon, j'eus la satisfaction d'apprendre qu'un autre groupe désigné à cet effet l'avait abattu chez lui, vengeant ainsi un grand nombre de Français, cinquante environ, victimes de ce triste sire.

En vue de protéger le groupe dont j'étais responsable, je me tenais en rapport, par lettres, avec le commandant du maquis de l'Yonne. Je lui adressais le courrier au nom de Dupont à Annous et lui me répondait au nom de Bertrand, 5, rue Cardinal Lemoine (numéro inexistant), mais je recevais le courrier, grâce à un résistant des P.T.T. Dupont était également un faux nom (je n'ai d'ailleurs jamais su son nom véritable). (...)

J'étais spécialisé, si je puis ainsi m'exprimer, dans le transport des journaux et des tracts. J'y allais de préférence en tenue, bien

qu'avec ma carte de la P.P., j'aurais pu passer facilement, mais en tenue personne ne songeait à m'interpeller. Je transportais sur mon vélo toutes sortes de journaux, bien entendu clandestins. Il y en avait de toutes les tendances, car dans les mouvements de résistance l'on rencontrait depuis les communistes jusqu'aux représentants du clergé, les radicaux, les socialistes, les gaullistes, etc. Bref, toutes les formations politiques d'avant-guerre, mais dans les groupes, grâce à une discipline librement consentie, toutes les idées disparaissaient et il n'en restait qu'une seule : la France libre, et un but : lutter contre l'Allemand.

En plus de ces journaux, il y avait des tracts de toutes espèces à distribuer ou à afficher dans les lieux publics ou dans les rues.

Cette question réglée, revenons à nos groupes résistants. Quelques-uns étaient chargés de saboter les usines travaillant pour les Allemands : l'Air Liquide à Bagnole, Hotchkiss à Levallois, eurent, parmi tant d'autres de ces établissements, la visite des Résistants et un travail sérieux y fut exécuté. Le soir lorsqu'une voiture fritz se trouvait abandonnée par le chauffeur, celui-ci était sûr presque à chaque retour que les quatre pneus étaient crevés. Chose insignifiante en elle-même, mais sérieuse sur une grande échelle. Par la suite, l'on envisagea la création de groupes francs, pourvus de voitures rapides et armées jusqu'aux dents, car il fallait prévoir, le jour où les Fritz quitteraient Paris, une entrée dans la danse assez sérieuse.

Libération - Préparatifs de combat

Encore un grand mot qui peut rappeler une des plus belles pages de l'histoire de notre pays.

Pour nous, cela commença le 14 août au soir par la lecture, faite par l'I.P. Bastard, d'un appel général signé Bussièrès, mettant en garde tous les fonctionnaires de la P.P. contre un ordre de grève pour le 15 août. Cet ordre, disait le Préfet, émane du parti communiste et ceux qui le suivront subiront les sanctions les plus graves. Nous nous regardons en souriant, toute l'équipe a saisi le coup : ça y est ! ... c'est la bagarre ! ... Aussitôt l'appel terminé, chacun place son mot plus ou moins bien, c'est évident.

A 21h20, le Rouzès de "Police et Patrie" passe au poste, Rue de Poissy, et lance l'ordre de grève pour le lendemain matin à 6 h. Cette fois, c'est net, on se mettra en grève et celui qui ne suivra pas l'ordre, tant pis pour lui. Tout le monde marchera le lendemain, sauf Bertand qui se fait porter malade ne voulant pas, dit-il, "se faire casser la g..... pour ces c..s là" (ce qui ne l'empêcha pas de se faire tuer en faisant la queue chez Maggi, avenue des Gobelins). D'autres marcheront, par peur il est vrai, mais mon groupe : Lepinat - Cantraine - Lemée - Mottot - Omnes et moi, a choisi sa voie depuis longtemps, comme responsable de Saint-Victor. Je m'enquiers, au cours de la nuit, de la marche des événements, et je donne rendez-vous à tout le monde pour le 15 à 16h, rue Cuvier.

A ce rendez-vous, je ne peux rien leur apprendre de neuf, le mot d'ordre est : la grève continue, et il en sera ainsi jusqu'au matin du 19 Août.

Chaque jour, l'endroit fixé pour le rendez-vous changeait. On allait tantôt square Viviani ou rue Cuvier, tantôt pont Sully ou quai de la Tournelle. Le but de ces changements avait pour objet de ne pas se faire remarquer des Allemands. Ceux-ci, en effet, avaient demandé au Préfet de Police le motif de la grève. Il leur avait été répondu que les gardiens manifestaient :

- 1 pour protester contre l'arrestation par la Feld gendarmerie et la Milice de Darnand, de gardiens de banlieue (Affaires de Saint-Denis et Levallois, en date du 12 août)
- 2 afin de faire retirer la Direction Générale de la P.M. des mains d'Hennequin.

Les deux motifs, qui nous servaient de boucliers étaient reconnus valables, puisque les "Fritz" nous promirent, par la voix du Préfet :

- 1 que les collègues arrêtés étaient relâchés et que pareils faits ne se reproduiraient plus,
- 2 que Hennequin était rayé des cadres de la P.P.

La grève continuant, ils demandèrent alors si elle avait un but politique, Bussièrès leur répondit qu'elle n'avait qu'un but corporatif ; cependant ils le crurent, ce qui prouve que leurs mouchards ne parvenaient pas à surprendre nos discussions, tant la prudence était de rigueur. (...)

Quatre jours de batailles de rue

Le 19 au matin, le drapeau tricolore flottait à nouveau sur la tour gauche de la P.P., face au Parvis, et c'était le premier qui flottait sur Paris depuis l'occupation. Que s'était-il donc passé ? Les mouvements de résistance de la P.P. avaient occupé la Préfecture de Police à 10h et avaient procédé à l'arrestation de Bussièrès, Hennequin et cie. Le nouveau Préfet Luizet avait rejoint son poste et les services allemands installés dans la Préfecture étaient prisonniers, avant d'avoir pu prévenir qui que ce fût. Sur le Parvis, une foule immense hurlait sa joie et acclamait les "flics", comme jamais elle ne l'avait fait. Ainsi donc, nous qui avons commencé un mouvement de grève et qui avons commencé la lutte afin d'inspirer confiance aux autres résistants, nous voyons avec joie le peuple de Paris nous comprendre, et, de cet instant historique, plus d'un parmi nous en garde un souvenir ému. Vers midi, il est décidé d'aller à la soupe, et de revenir à la Cité, pensant qu'il y aurait quelque chose. En effet, nous étions à peine parvenus place Maubert, que les gens crient : "Les Boches veulent reprendre la Cité". Effectivement, dans le prolongement de la rue Frédéric Sauton, nous vîmes les Fritz armés qui avançaient sur le quai Montebello. Des coups de feu étaient déjà échangés sur le Parvis. Une voiture allemande puis un camion avaient amené des soldats qui voulaient se rendre maîtres de la P.P., et délivrer aussi leurs prisonniers. N'y ayant pas réussi, plusieurs chars "Tigre" canonnèrent la Cité, mais les camarades qui s'y étaient retranchés tenaient bon et rien ne put entamer leur résistance. Jusqu'au soir la fusillade régna. Dans toutes les rues avoisinant la Cité, ce n'étaient que coups de feu, oh ! bien timides, car il n'y avait guère de fusils le premier jour.

Dans la nuit, le ravitaillement en munitions et en armes s'organisa pour la Préfecture ; autos de la P.P., pompiers, voitures à bras, tout fut mis en action pour le fret. Ce soir là nous reçûmes l'ordre de nous rendre au Lycée Henri IV, le central transformé en blockhaus ne pouvant nous abriter tous. Une surveillance très sévère dura toute la nuit autour de cet établissement, et vers minuit une ou deux voitures allemandes s'étant arrêtées place de l'Ecole Poly-technique, on put voir la frousse s'épanouir sur le visage de quelques-uns parmi nous. Et pourtant, aucun coup de feu n'avait été échangé. Le 20 au matin, sans repos bien entendu (il y avait autre chose à faire que de se reposer), j'allai à la boulangerie de l'A.P. avec Masson et Dufour. Au début, cela nous parut bien monotone, mais on eut notre attraction. Vers 10h, alors que nous regardions les badauds sur l'avenue des Gobelins, nous vîmes déboucher, de la rue Mouffetard, une centaine de patriotes, jeunes pour la plupart, chantant la Marseillaise. En tête du cortège, quelques-uns armés de fusils ; dans le milieu de groupe, une fourgonnette des P.T.T. avec quelques hommes armés. Je

demandai le responsable, et fis remarquer à ce dernier qu'il devrait mettre des hommes armés derrière le groupe, afin de se protéger, si par hasard il se passait quelque chose. Il accepta la remontrance et plaça ses hommes suivant mes recommandations. A peine son groupe eut-il dépassé le carrefour des Gobelins qu'une patrouille allemande débouchait en side-car par la rue Claude-Bernard et ouvrait le feu. A la hauteur du poste des Gobelins, l'explication fut sérieuse. Les Allemands eurent quatre tués et deux side-cars de pris. Aucune perte du côté français et la fourgonnette d'armes avait pu se sauver.

Pendant cette escarmouche, nous étions cachés, Masson et moi, derrière une colonne à affiches, car les balles sifflaient sur l'avenue, quand tout-à-coup nous nous aperçûmes que quelqu'un nous tirait dans le dos. Un passant nous signale qu'un individu tirait à la mitrailleuse par une fenêtre du 3ème étage de l'immeuble sis au 3, avenue des Gobelins. Un groupe franc fut alerté et, avec lui, nous mîmes l'immeuble en état de siège. A l'étage précité, nous ne trouvâmes qu'une dame qui avait des allures de ménagère et qui parut offusquée de notre perquisition. Bien entendu, rien de suspect chez elle. Nous redescendons et nous apprenons que son mari était un militant acharné du P.P.F. se disant professeur de dessin. En réalité, il usurpait ce titre afin de pouvoir espionner les étudiants patriotes dans différents lycées. Nantis de ces renseignements nous remontons les étages et nous cueillons le triste oiseau qui n'avait pas eu l'idée, pourtant bien simple, de regarder par la fenêtre si nous étions partis.

Aux barricades

Les alentours de la Cité étaient calmes le matin du 21 août. En effet, il courait des bruits que les Allemands ne tireraient pas si on les laissait passer. L'armée qui se repliait devant les Alliés devait passer autour de Paris, et l'ordre avait été donné de ne tirer qu'en cas d'attaque de leur part. Cette trêve, comme beaucoup d'autres, ils ne l'ont guère respectée, nous le verrons par la suite.

Des chars allemands revinrent attaquer l'Hôtel de Ville. La trêve qu'ils avaient obtenue par l'intermédiaire du consul de Suède était donc rompue. Afin de les contenir le mieux possible, il fut décidé de dresser des barricades. Les Parisiens qui, au cours de leur histoire, prouvèrent qu'ils étaient maîtres en la matière, mirent la main à la pâte, et, vers midi, le quartier en était largement pourvu. Avec mon groupe, nous en dressâmes une au bout du pont de l'Archevêché, côté square. En un clin d'œil, les sacs de sable de la Défense Passive avaient été descendus des greniers et des étages et faisaient un mur. Des pavés arrachés de la chaussée s'y ajoutèrent, ainsi que toutes sortes de ferrailles, vieilles autos, grilles d'arbres, et aussi la ferraille entreposée rue de Pontoise, dans la cour de la piscine. Cette ferraille ramassée sur les ordres de Raynaud, au début de 1940, allait vraiment devenir "l'acier victorieux". Devant ces barricades, ou plutôt devant quelques-unes, étaient disposées des mines anti-chars.(...)

Derrière, nous étions armés de fusils (pris aux Allemands), de mitraillettes (les unes parachutées, les autres prises aux Allemands), de mitrailleuses (prises aux Allemands) et de grenades (allemandes), armes et munitions hétéroclites, mais un moral français.(...)

Le 22, nous fîmes connaissance avec les premières patrouilles de chars. On ne pouvait guère agir contre eux dans notre secteur, mais par la suite cela changea, grâce aux gars qui utilisèrent les bouteilles d'essence. Ces patrouilles étaient composées d'un "Tigre" et de trois Renault qui suivaient le premier ; derrière eux, quelques fantassins. Ils venaient du Sénat souvent en empruntant les rues Soufflot, Clovis et Cardinal-Lemoine jusqu'aux quais, puis remontaient la rue des Bernardins et la rue Monge, et reprenaient leur itinéraire pour rentrer. Ce matin-là, ils criblèrent le central de mitraille et s'en emparèrent, espérant délivrer des prisonniers et des collaborateurs arrêtés. Parmi ces derniers, un de marque : le sieur Dewize, Président du Tribunal Spécial, responsable de la mort de nombreux patriotes. Pendant l'escarmouche, une porte de sortie ayant été aménagée à travers la mairie et donnant rue des Fossés St-Jacques, tous purent être dirigés vers un lieu plus sûr, à savoir le poste du Val-de-Grâce, rue Vauquelin. De notre côté, trois blessés sérieux, mais non graves ; aussi, le central était-il complètement entre leurs mains et devait y rester jusqu'au soir où ils l'évacuèrent de plein gré.

Dans l'après-midi, une des patrouilles déboucha au bout du quai de la Tournelle ; sur le "Tigre" était juché un civil, probablement un milicien. Elle s'arrêta à l'angle de la rue de Pontoise où je me trouvais caché à plat ventre, derrière la porte vitrée du n° 1. Il m'eût été facile de descendre ce civil, mais je me retins, car certainement que les quatre chars auraient ouvert le feu contre l'immeuble et que le résultat, de mon côté, aurait été nul. Craignant que le lycée Henri IV ne subisse le sort du central, il fut décidé de l'évacuer. Nous nous installâmes au Cercle Concordia, rue Lhomond, où la salle à manger fut mise à notre disposition.

Cette journée du 22 août restera inoubliable pour moi. Le matin, vers 6h30, une voisine, Mme Millie, vint frapper à la porte, afin de savoir si j'étais là. Je m'y trouvais, en effet, venant pour la première fois, depuis le 19, de dormir dans mon lit. Elle me déclara que trois Fritz se promenaient sur le quai et que personne ne leur disait rien. En bras de chemise, prenant d'une main mon brassard, de l'autre mon pistolet, je descends l'escalier quatre à quatre, et j'arrive sur le quai où je ne vois rien. Quelqu'un, un peu plus loin, me crie par une fenêtre : "Ils sont partis dans l'île". Je traverse le pont de la Tournelle, et arrivé au carrefour de la rue des Deux-Ponts et de la rue Saint-Louis-en l'île, je vois un civil qui tenait par la manche deux Fritz, sur le trottoir de droite, un troisième Fritz le fusil en bandoulière. Me voyant arriver en courant, les gens se mettent à crier : "Courez vite, le civil n'est pas armé". Entendant crier, le Fritz du trottoir se retourne, et, me voyant, me met en joue, et tire dans ma direction trois coups de fusil. Inutile de dire que me trouvant à une quinzaine de pas de lui, je me vis mal parti. Je me cachais dans la porte du bouquiniste établi sur la gauche en venant du pont de la Tournelle et je lui répondis aussitôt avec mon pistolet. J'eus la chance de le descendre au troisième coup. Le deuxième et le troisième se sauvèrent à toutes jambes. Je leur tirai dessus et un des deux tomba, blessé à son tour, en face du jeu de boules. Le troisième, qui filait comme un zèbre, fit le tour de la pointe de l'île et alla se cacher dans un massif de fusains à l'intérieur du square situé au milieu du pont Sully. Une dame l'ayant vu m'indiqua où il était, et, aidé par un garde, nous mitraillâmes le massif. Au bout de ce tir, nous l'invitâmes à se constituer prisonnier. N'obtenant aucune réponse et craignant qu'il soit armé, nous pénétrâmes avec précaution parmi les arbustes et nous le trouvâmes la face contre terre. Il avait une blessure profonde à la hauteur du sein gauche. Comme il râlait, nous lui fîmes crier : M...e Hitler ! Il prononça ces deux mots avant de mourir. Bénéfice de l'opération : quatre paquets de tabac et une quarantaine de cartouches qui servirent pour d'autres. Tous les trois étaient de jeunes S.S. et payèrent ainsi d'autres crimes qu'ils avaient sûrement sur la conscience. Au moment de quitter le square, j'entendis crier : "Pitié". Ce cri venait de la berge du quai Saint-Bernard. Un Allemand, pris de peur, signalait ainsi sa présence. Blessé par je ne sais qui, il avait le bras gauche déchiré par une balle explosive, à la hauteur du coude. Les brancardiers d'un poste de secours l'emmenèrent au pansement. Lorsque je revins dans l'île, le fusil qui avait servi contre moi avait disparu, emporté par les civils. J'aurais bien voulu le conserver, celui-là.

La journée du 23 fut une journée de deuil pour nous, ceux du 5ème. En effet, cette question de trêve revint sur le tapis. On reçut ce jour-là des ordres et contre-ordres, tant et si bien qu'à la fin de la journée, nous sommes revenus au point de départ. C'est-à-dire, la lutte sans merci. Ma matinée s'était passée dans un calme relatif. Vers 14 h, la brigade B venait de nous relever à la barricade

rue Lagrange - Quais, lorsqu'une voiture de la P.P. munie d'un haut-parleur parcourut les rues, annonçant la trêve. Elle était suivie d'une voiture de la gendarmerie allemande. Cela pouvait inspirer confiance, chacun discutait de la fameuse trêve, tout en restant sur ses gardes. A 14h15 environ, débouche sur les quais, venant de la direction de la Halle aux Vins, un side-car allemand monté par un officier et deux hommes. Ils agitent un drapeau blanc et crient : "Guerre finie". Tout le monde sort de la barricade afin de parlementer avec eux, quand soudain, l'officier qui pilotait la machine et qui n'avait pas mis pied à terre, fit demi-tour, tout en tirant une rafale de mitraillette ; ses hommes en font autant, et trois morts et quatre blessés tombent parmi nos camarades. Voilà un exemple de plus de la mauvaise foi allemande. Je fais remarquer que pas un homme de chez nous ne se trouvait armé en dehors de la barricade ; les Allemands n'avaient donc rien à craindre de leur part.

Parmi les morts : Thibous, qui mourut le lendemain à l'Hôtel-Dieu, Roux, Pepette, et un autre que je ne connaissais pas. Les Fritz, bien que subissant une fusillade nourrie sur le chemin du retour, ne laissèrent cette fois-là aucun homme sur le terrain. Vers le soir, un de leurs camions qui avait voulu franchir les barrages quand même fut incendié face le n° 71 quai de la Tournelle. Ses occupants, qui s'étaient réfugiés sous le véhicule, furent tous tués, aucun ne voulant se rendre. Dans l'après-midi, une voiture avec quatre officiers avait subi le même sort. A la fin de la bagarre, tous ces véhicules, une dizaine environ, avec ceux amenés de différents points du quartier, renforcèrent les barricades.

Pendant ce temps, que faisons-nous l'équipe ? Pendant les accalmies, nous nous divisions en deux groupes : Mottot, Lépinat et moi, d'un côté, Masson, Lemée, Cautraïne, Omnès de l'autre et nous montions sur les toits. En effet, à chaque échange de coups de feu sur le quai, répondaient des coups de feu tirés des toits, de certaines fenêtres et même des tours de Notre-Dame. De ces dernières, partaient des coups de fusil qui rendaient la position intenable à la barricade du pont de l'Archevêché, celle-ci étant découverte sur l'arrière. Un après-midi, entre autres, Motto faillit bien y rester. Ajoutez à cela que des chars allemands, postés quai de l'Hôtel de ville, tiraient en enfilade, et vous verrez que ceux qui s'y trouvaient n'avaient pas la vie belle. (...)

Le soir après dîner, je fais un saut à la maison et écoute la radio à 22h, Londres annonce au monde que les Alliés rentrent dans Paris. Je savais que leurs avant-gardes n'étaient pas loin, puisqu'une liaison avait été établie la veille entre la P.P. et le général Leclerc, qui se trouvait alors à Longjumeau, mais je me demandais si la radio n'exagérait pas, quand tout à coup Ginette frappe à la porte en disant : "Les Anglais sont à l'Hôtel de Ville, venez voir ...". On court chez Mme Millie, et l'on entend une rumeur indescriptible. Un feu d'artifice fut tiré, les cloches de Paris se mirent à sonner, aucun doute, ils étaient là ...

Ce n'était pas fini, on en eut la preuve, car des bandits juchés sur les toits se mirent à tirer et les chars répondant, une fusillade nourrie crépita un bon moment. Malgré cela, j'étais content comme tout le monde. Notre résistance n'avait pas été vaine et quoi qu'il arrive, nous ne serions plus seuls, et des armes étaient là pour se défendre.

Le 25 au matin, ce fut l'entrée de l'armée du général Leclerc à Paris, cette fois nous avons la certitude que notre tâche de résistants était achevée. Les troupes débouchaient sur le quai Montebello, par la rue de l'Hôtel Colbert. Un armement formidable, des hommes ... des Français... au moral formidable aussi, des jeunes, des vieux, tous aussi heureux de revoir Paris et que Paris était heureux de recevoir. Les avant-gardes de la veille étaient de chez eux, et non anglaises, comme les gens le croyaient.(...)

Le 26, alors que le général de Gaulle vient à Notre-Dame, les mêmes fusillades ont lieu ; des tours de la cathédrale des coups de feu éclatent et même à l'intérieur, cette fois, sept miliciens sont pris. Avec eux, un curé (vrai ou faux ?). La foule enthousiaste est sur la place du Parvis et rue d'Arcole ; aux premiers coups de feu, elle se réfugie partout où elle peut trouver abri. Sans que personne ne le commande, elle forme la carapace, et, l'orage passé, la gaieté reprend le dessus. Malheureusement, il y a des victimes, mais le peuple est ainsi fait, on les oublie vite.

Le 27 dans la nuit, le Boche qui s'est vu obligé de quitter Paris, se venge. Il se venge basement, en revenant bombarder et détruire ce qu'il n'a pu emporter. Un nombre considérable de bombes incendiaires ont détruit la moitié de la "Halle aux Vins".

Sur le quai du pont de l'Archevêché, au pont de la Tournelle, nous avons compté 41 points de chute de bombes incendiaires ; celles qui n'avaient pas explosé ont été ramassées et jetées à l'eau. Des tireurs isolés tiraient là encore. Les pompiers, qui accomplissaient leur devoir, étaient mitraillés dans le dos. Bien basse et bien sale besogne, mais c'était bien une besogne allemande ou pro-allemande.

Le 17 septembre, étant de P.S., un gosse d'environ 8 ou 10 ans, un vrai titi, se présente au central et déclare : "Il y a quatre Boches au coiffeur à côté du "Tango du Chat", rue Saint-Séverin, ils sont en civil. - "A quoi les as-tu reconnus ?" lui ai-je demandé. - "Ben, je les ai entendus causer", me dit-il. On descend là-bas et, effectivement, revolver au poing, nous pénétrons dans le salon en criant "Haut les mains" et nous trouvons quatre Fritz en civil. Ils étaient en possession d'un permis de séjour avec cachets de la Police Générale. Pas d'histoire : on emmène ces quatre touristes au capitaine Martin à l'Ecole de Chimie, et ils sont allés rejoindre leurs nombreux associés. Quant au gosse, ayant eu peur sans doute des pistolets, nul ne l'a revu, et pourtant il avait bien mérité une récompense.

J'arrêterai là mon exposé, mais je voudrais rendre hommage à tous ceux qui nous prêtèrent leur concours anonyme, en nous offrant leur cœur dans la lutte, ou encore les cigarettes grillées aux barricades. Quelques-uns nous encourageaient moralement, faute d'autres moyens : ce n'était déjà pas si mal, et je les remercie autant que les autres.

Le jour où, en tenue, nous montâmes l'avenue des Gobelins pour aller rendre un dernier hommage à ce pauvre Maciani, la foule qui acclamait les Américains qui défilaient abandonna ceux-ci et se mirent à hurler à pleins poumons : "Vivent les Flics" ou "Bravo les Flics ! ...".

Un tel hommage venu du cœur-même du peuple et si spontanément vaut mieux que cent discours officiels.(...)

Paris, 2 octobre 1944.
Norbert Fournier